Vincent Dubois – *Contrôler les assistés. Genèses et usages d’un mot d’ordre*

Jean-Pierre Tabin

Émulations – Revue de sciences sociales
2022, Comptes rendus critiques, En ligne.

Article disponible à l’adresse suivante

<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/crtabin>

Pour citer cet article

Jean-Pierre Tabin, « Vincent-Dubois – *Contrôler les assistés. Genèses et usages d’un mot d’ordre* », *Émulations*, en ligne. Mise en ligne le 13 mai 2022.
DOI : 10.14428/emulations.cr.100

Distribution électronique : Université catholique de Louvain (Belgique) : ojs.uclouvain.be

© Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence *Creative Commons Attribution, Pas d’Utilisation Commerciale 4.0 International*.
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

Éditeur : Émulations – Revue de sciences sociales / Presses universitaires de Louvain
<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations>

ISSN électronique : 1784-5734

Vincent Dubois – Contrôler les assistés. Genèses et usages d'un mot d'ordre

Jean-Pierre Tabin¹

Recensé : Vincent Dubois, *Contrôler les assistés. Genèses et usages d'un mot d'ordre*, Paris, Raisons d'agir (« Cours et travaux »), 2021, 456 p.

Vincent Dubois est professeur de sociologie et de science politique à l'Université de Strasbourg. Il est notamment connu pour ses travaux sur la vie au guichet (Dubois, 1999) et sur l'administration des pauvres (Dubois, 2012 ; 2017). Il publie ici sur 456 pages le résultat d'une vingtaine d'années de recherche (entre 1995 et 2015) portant sur la thématique du contrôle des personnes à l'assistance (Dubois, 2021).

V. Dubois part dans cette publication de l'idée qu'« un mot d'ordre s'est imposé à partir de la seconde moitié des années 1990 : contrôler les assistés » (p. 9). Sur la base de cette prémisse, il propose successivement la genèse politique, gestionnaire et morale de cette injonction au contrôle. Suivant une perspective inspirée par les travaux de Joseph R. Gusfield (1980), il met d'abord au jour les mécanismes qui ont conduit à la construction de la fraude comme problème public et à la promotion du contrôle comme solution (une mise à l'agenda gouvernemental qu'il qualifie de « conjoncturelle »), puis à la radicalisation, dans une logique de surenchère, de ce problème public qui a mené à son inscription aussi bien dans les structures mentales qu'institutionnelles. La lutte contre la fraude est ainsi devenue un objectif des administrations sociales, passant d'une pratique limitée et peu valorisée à une politique revendiquée comme telle, rationalisée, standardisée et évaluée, ce qui a permis au contrôle d'être à la fois plus systématique, plus performant et plus sévère. Cette systématisation, V. Dubois montre qu'elle s'est déployée depuis les années 2000 dans un contexte d'insécurité juridique qui tient aussi bien aux conditions pratiques d'enquête sur les « abus » qu'aux situations contrôlées ou à l'incertitude des règles à mobiliser, ce qui fait la part belle au pouvoir d'appréciation des agent-es. Selon son analyse, ce pouvoir s'exerce différemment en fonction du rapport à l'institution qu'ils et elles entretiennent, ce rapport étant lui-même déterminé par leurs carrières qui les prédisposent différemment à se conformer aux règles institutionnelles. En découle une articulation où se combinent technologies de contrôle, standardisation et traitement « au cas par cas ». V. Dubois termine son ouvrage en analysant ce que le contrôle fait aux personnes assistées. Il montre la violence symbolique de ce contrôle, qui les pousse bien da-

¹ Professeur, Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HES-SO).

vantage à la « docilité et à la déférence » qu'à la « franche hostilité, l'agressivité ou l'indimidation » (p. 440), mais également leurs pratiques d'accommodation pour ne pas avoir à subir seulement passivement cette violence symbolique.

Le livre de V. Dubois repose sur de multiples données d'enquête (analyse d'articles et de unes de journaux, entretiens, conversations informelles, analyse de documents (textes réglementaires, rapports, circulaires, notes internes...), analyse des positions parlementaires, statistiques, observations...), qui lui permettent d'expliquer « comment, dans la France contemporaine, la “conscience commune” en est venue à accorder aux écarts des bénéficiaires de prestations une importance telle qu'il faille ériger leur contrôle en une politique systématiquement organisée, et même traiter une partie d'entre eux comme des délits pénaux » (p. 445). Il parle d'ailleurs à plusieurs reprises de « spirale rigoriste » pour qualifier ce qu'il a pu observer. V. Dubois mobilise en outre dans ce livre une abondante littérature (à laquelle renvoie la majeure partie des 915 notes infrapaginales), on y retrouve sans surprise les travaux de Pierre Bourdieu, de Robert Castel, de Michel Foucault, de Didier Fassin, d'Alexis Spire, de Loïc Wacquant, de Philippe Warin ou de Nicolas Duvoux. La littérature anglo-saxonne n'est pas ignorée pour autant, mais ce sont surtout les travaux de Frances Fox Piven, de Richard Cloward et de Michael Lipsky qui sont régulièrement mobilisés.

V. Dubois a écrit un livre imposant sur le contrôle des personnes à l'assistance sur la base des travaux qu'il a menés depuis des décennies. Cette somme a indéniablement de nombreuses qualités : le livre est très bien rédigé, il suit une logique d'exposition du propos sans faille, du haut vers le bas (partant des transformations politiques et institutionnelles pour aboutir aux effets qu'elles produisent sur les personnes à l'assistance), et il contient de nombreuses analyses percutantes, notamment sur les logiques sociales à l'œuvre, sur le rôle des médias, sur la division du travail de contrôle ou sur le pouvoir d'appréciation, pour ne donner que quelques exemples. Il montre ainsi bien, pour le citer, que

[...] l'essor [du contrôle] n'est pas réductible à la mobilisation d'un groupe unique (*leaders* politiques néoconservateurs, hauts fonctionnaires des administrations financières ou *managers* des organismes de protection sociale) dans un processus unilatéral d'imposition, mais qu'il procède de la multiplicité de telles mobilisations. [...] Leur combinaison [...] a contribué à imposer la nécessité d'une politique de contrôle avec la force de l'évidence. [...] Cette politique forme tour à tour moyen de prémunir les prestations et administrations sociales des mises en cause dont elles font l'objet. [...] Cette polyphonie et la polysémie qui en résulte ont assuré aux politiques de contrôle leur légitimité et leur importance. (p. 446).

Pour toutes ces raisons, le livre de V. Dubois mérite d'être lu et travaillé, tant il est riche d'enseignement sur la genèse du contrôle en France. Trois limites au projet de V. Dubois peuvent néanmoins être relevées. D'abord, une discussion plus approfondie sur le matériau empirique mobilisé que celle qu'il propose aux pages 51 à 55 aurait été nécessaire. Faut de ces éléments explicatifs, l'usage qu'il fait de ce matériau paraît parfois arbitraire (pourquoi mobiliser tel entretien ? telle observation ? telle donnée ? quelles ont été les critères de choix et d'analyse de ce matériau ?) et a pour conséquence d'aplatir le propos, faute de hiérarchisation

claire des données. Une deuxième limite tient au fait que le travail de V. Dubois est essentiellement limité à la France, la mobilisation de littérature portant sur d'autres pays (États-Unis, Suisse, Canada, etc.) étant dans son usage plus illustrative qu'explicative, les contextes nationaux et coloniaux ayant forgé très différemment les politiques sociales. Il aurait été intéressant de mettre en parallèle la sociogenèse réalisée sur le cas français avec d'autres situations, dans les Nord (par exemple le cas allemand des réformes Hartz) et/ou dans les Suds (par exemple les *conditional cash transfert* en Amérique latine), ce qui aurait permis de diminuer le caractère un peu trop francocentrique du propos qui apparaît très vite au lectorat situé en dehors de l'hexagone. Enfin, l'analyse de V. Dubois, qui se centre sur les rapports sociaux de classe, fait l'impasse sur les rapports sociaux de genre, de race ou d'âge, toutes dimensions qui auraient permis à l'auteur d'aller plus loin encore dans l'analyse, par exemple sur les cibles prioritaires du contrôle (en termes de race, de sexe, d'âge...) ou sur ce que fait le contrôle aux personnes selon les catégories sociales : par exemple, la réaction d'un homme, ou celle d'une mère de jeunes enfants, selon qu'il ou elle est ou non racisé-e et/ou selon son âge, ne sont sans doute pas identiques.

Ces limites ne diminuent pas l'intérêt de se plonger dans les analyses proposées par V. Dubois. Elles constituent plutôt autant de suggestions pour poursuivre et approfondir l'analyse.

Bibliographie

- DUBOIS V. (1999), *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Economica (« Études politiques »).
- DUBOIS V. (2012), « Ethnographier l'action publique. Les transformations de l'État social au prisme de l'enquête de terrain », *Gouvernement et action publique*, vol. 1, n° 1, p. 83-101.
- DUBOIS V. (2017), « Administrer les pauvres : quand l'ordre institutionnel relie l'ordre de l'interaction et l'ordre social », in S. GARNEAU, D. NAMIAN (dir.), *Erving Goffman et le travail social*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa.
- DUBOIS V. (2021), *Contrôler les assistés. Genèses et usages d'un mot d'ordre*, Paris, Raisons d'agir (« Cours et travaux »).
- GUSFIELD J. R. (1980), *The Culture of Public Problems. Drinking-Driving and the Symbolic Order*, Chicago, The University of Chicago Press.